



073

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert
N° /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2025 du / /

14 AOUT 2025

en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux de construction d'un pont définitif sur le Fleuve Nsake situe sur le tronçon de route Ndogbelle-Bodiman, avec aménagement des voies d'accès dans le département du Nkam, région du Littoral.

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte de l'Etat du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert pour la réalisation de l'opération sus indiquée.

1. Objet de l'Appel d'Offres

L'objet de l'Appel d'Offres porte sur l'exécution des travaux de construction d'un pont définitif sur le Fleuve Nsake situé sur le tronçon de route Ndogbelle-Bodiman, avec aménagement des voies d'accès dans le département du Nkam, région du Littoral.

2. Consistance des travaux

Outre les taches liées à l'installation de chantier, les nettoyage, terrassement et la signalisation, il s'agit de la construction d'un pont en béton armé sur le Fleuve Nsake, d'une longueur de 28 ml, avec aménagement des voies d'accès dans le département du Nkam, région du Littoral.

3. Tranches/Allotissement

Les travaux sont constitués en un (01) lot unique présentés comme suit :

Nº de lot	Région	Désignation	Portée (ml)	Délai d'exécution (mois)	Coûts prévisionnel (TTC) en Fcfa	Type de travaux
Lot unique	LT	travaux de construction d'un pont définitif sur le Fleuve Nsake située sur le tronçon de route Ndogbelle-Bodiman, avec aménagement des voies d'accès dans le département du Nkam, région du Littoral..	28	12	Phase 1 : 2025 672 614 301 Phase 2 : 2026 294 582 202 Total : 967 196 503	Construction d'un ouvrage d'art

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de neuf cent soixante-sept millions cent quatre-vingt-seize mille cinq cent trois (967 196 503) francs CFA Toutes Taxes Comprises.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent Appel d'Offres se présente comme suit :

<i>N° de lot</i>	<i>Délai d'exécution (mois)</i>
<i>Lot unique</i>	<i>12</i>

Il comprend les périodes de pluies. Chaque délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises de droits camerounais catégorisées ou en cours de catégorisation dans le secteur du BTP.

7. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du MINTP, exercice 2025 et suivants.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission est : « Exclusivement en ligne ». Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appel d'Offres.

9. Cautionnement de soumission

Les offres devront être accompagnées, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de validité de cent-vingt- (120) jours à compter de la date initiale de remise des offres et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par un établissement financier agréé par le Ministre en charge de finances pour délivrer les cautions dans le cadre des Marchés Publics. Le montant de ladite garantie est indiqué dans le tableau ci-dessous.

<i>N° de lot</i>	<i>Montant de la caution en FCFA</i>
<i>Lot unique</i>	<i>3 000 000</i>

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra impérativement être produit en original datant de moins de trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication de la Décision d'attribution pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif. Les chèques bancaires même certifiés ne seront pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire. Le cautionnement sera valide par un récépissé de dépôts à la CDEC.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, Tél. : 222 229 234, logée dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 210.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains

Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, Tél. : 222 229 234, logée dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 210, sur présentation d'une quittance de versement au trésor Public d'une somme non remboursable de cent cinquante mille (150 000) F CFA au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boite postale, Numéros de téléphone, fax Email...).

Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le 15 SEPT 2025 à 11 heures.

Une copie de sauvegarde non compressée de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, l'original de la caution de soumission et le récépissé de la CDEC devront parvenir sous pli fermé, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 206, au plus tard le 10 SEPT 2025 à 11 heures, et déposé contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

077 "Avis d'Appel d'Offres National Ouvert
N° /AO/NO/MINTP/CIPM-TCRI/2025 du 11 AOUT 2025

en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux de construction d'un pont définitif sur le Fleuve Nsake situe sur le tronçon de route Ndogbelle-Bodiman, avec aménagement des voies d'accès dans le département du Nkam, région du Littoral.

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement

"Copie de sauvegarde et original de la caution de soumission",

13-Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- *5 MO pour le Dossier Administratif (Volume 1) ;*
- *15 MO pour l'Offre Technique (Volume 2) ;*
- *5 MO pour l'Offre Financière (Volume 3).*

Les formats acceptés sont les suivants :

- *Format PDF pour les documents textuels ;*
- *JPEG pour les images.*

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

14- Recevabilité des plis

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres seront irrecevables.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission

timbrée établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par une banque ou compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

15- Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 10 SEP 2013 à 12 heures précises dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures auprès du Ministère des Travaux Publics, sise à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

16- Critères d'évaluation

16.1 Critères éliminatoires

A- Pièces Administratives

- Absence de l'original de la caution de soumission à l'ouverture des plis délivrée par un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics ;
- Absence (à l'exception de la caution de soumission) ou la non-conformité après un délai de 48 heures après la notification, d'au moins une des pièces du dossier administratif.

B- Offre technique incomplète pour non satisfaction d'un des critères ci-dessus :

- Absence de la déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le MINMAP ;
- Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales datée et signée ;
- Absence d'une capacité de financement (Ligne de crédit disponible), délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministre en charge des Finances au Cameroun d'au moins :

Nº de lot	capacité de financement (EN FCFA)
Lot unique	350 000 000

- e) Absence d'un conducteur des Travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques suivantes :
- Formation de base : Ingénieur en Génie Civil, niveau BAC+3 ou plus ou équivalent et inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC) ;
 - Expérience générale en BTP : Au moins dix (10) ans ;
 - Expérience spécifique : avoir été Conducteur des Travaux pour des travaux d'au moins deux (02) projets dans le domaine de construction, d'entretien ou de réhabilitation d'ouvrage d'art ou de travaux des routes avec ouvrages d'art ou hydrauliques ;
- f) N'avoir pas validé au moins 2/3 des critères essentiels avec obligatoirement le critère matériel ;
- g) N'avoir pas satisfait au minimum de matériel en propre requis :
- 01 compacteur à rouleau vibrant;
 - 03 camions bennes;
 - 01 véhicule Pick up;
 - 01 Moto pompe ;
 - 01 nivelleuse;
 - 01 pelle chargeuse ;
 - 01 Groupe électrogène.
- h) N'avoir pas présenté un chiffre d'affaires moyen dans les travaux routiers et d'ouvrage d'art cumulé au cours des cinq (05) dernières années (2020-2024) de la remise des offres de montant suivant :

N° de lot	Montant du chiffre d'affaires cumulé s FCFA
Lot unique	500 000 000

- i) Absence de l'attestation de visite des lieux et du rapport de site datées, cachetées et signées sur l'honneur par le soumissionnaire ;
- ii) Absence de la référence : le soumissionnaire doit prouver ses références dans les travaux de construction, réhabilitation et/ou entretien d'ouvrages d'art au cours des dix (10) dernières années (2015-2024) de montant supérieur ou égal à 450 000 000 FCFA TTC ou d'un ouvrage d'art de portée d'au moins 20ml.

C- Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :

- a) Sous-détails des prix unitaires non conformes au modèle de l'offre ;
- b) Bordereau des prix unitaires non conformes au modèle fourni dans le présent dossier d'Appel d'Offres ;
- c) Absence dans l'offre financière d'un prix quantifié ;
- d) Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE)

D- Critères éliminatoires d'ordre général

- a- Fausse déclaration, documents falsifiés ou non authentiques, manœuvres frauduleuses ;
- b- Non-respect du format de fichier des offres ;
- c- L'utilisation du certificat COLEPS d'une autre entreprise pour soumissionner.

16.2. Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur la base des critères essentiels ci-dessous

- Le personnel d'encadrement (01 critère) ;
- Matériels (01 critère) ;

- Preuves d'acceptation des clauses du marché (01 critère);
- NB : Un agent public sans justificatif de sa libération de la fonction publique ne sera pas évalué.

17- Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre la moins-disante et remplissant les capacités techniques et administratives requises.

Par ailleurs, le Maître d'Ouvrages se réserve le droit de ne pas attribuer le marché dans le cadre du présent appel d'offres à un soumissionnaire qui, titulaire d'un contrat en cours dans la zone, a des performances non satisfaisante (résilier ou abandonné) ou peu satisfaisantes (mise en demeure dont l'évaluation a été jugée non satisfaisante ou constate de défaillance notifiée dans les six mois précédent l'attribution ou contrat en cours de résiliation).

18- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant cent-vingt (120) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19- Renseignements complémentaires

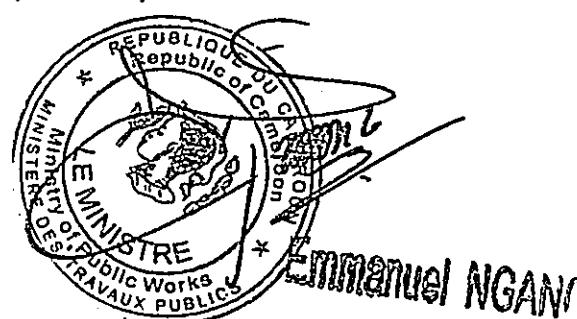
Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 206 ou à la Division des Ouvrages d'Art, Tél. : 222 23 12 56 au Ministère des Travaux Publics ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

20- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48 ou le MINTP au numéro 88002042.

Copies :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- MINTP
- ARMP
- CIPM-TCRI
- Affichage chrono.



Emmanuel NGANG



L *b* *X*
Open National Call for Tenders 04 AOUT 2025
 No. 073/AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2025 of -----/-----/-----

In emergency procedure for the construction of a permanent bridge over River Nsake on the Ndogbelle - Bodiman road section, including the development of access roads in the Nkam Division, Littoral Region.

The Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues on behalf of the Republic of Cameroon, an Open National Call for Tenders for the provision of the above services.

1. Subject of the Call for Tenders

This Call for Tenders concerns the construction of a permanent bridge over River Nsake on the Ndogbelle - Bodiman road section, including the development of access roads in the Nkam Division, Littoral Region.

2. Scope of Works

In addition to works related to site installation, cleaning, earthworks and the installation of road signs, the project concerns the construction of a reinforced concrete bridge over Nsaké River, 28 lm long, including the development of access roads in the Nkam Division, Littoral Region.

3. Lots/Allotment

Works shall be tendered for in a single (1) lot as follows:

Lot No.	Region	Description	Span (LM)	Execution Time Frame (months)	Estimated Costs, Including Taxes, in CFAF	Type of Intervention
Single lot	LT	Construction of a permanent bridge over River Nsake on the Ndogbelle - Bodiman road section, including the development of access roads in the Nkam Division, Littoral Region.	28	12	Phase 1: 2025 672,614,301 Phase 2: 2026 294,582,202 Total: 967,196,503	Construction of an engineering structure.

4. Estimated Cost

The estimated cost of the operation at the end of preliminary studies is nine hundred and sixty-seven million, one hundred and ninety-six thousand, five hundred and three (967,196,503) CFA francs, including taxes.

5. Estimated Execution Time Frame

The maximum time frame set by the Project Owner for the execution of works under this Call for Tenders shall be as follows:

Lot No.	Execution Time Frame (months)
Single lot	12

This shall include rainy periods. Each time frame shall take effect from the date of

notification of the order to commence service delivery.

6. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to all companies governed by Cameroon law or in the process of being categorised in the building and public works sector.

7. Financing

Works under this Call for Tenders shall be financed by MINTP Public Investment Budget, 2025 financial year et seq.

8. Bidding Method

Bids shall be submitted as follows: “**Exclusively online**”. In other words, physical tender submission shall not be applicable under this Call for Tenders.

9. Bid Bond

Bids shall include a provisional guarantee (bid bond) valid for one hundred and twenty (120) days with effect from the initial tender submission deadline and, issued in keeping with the model indicated in the Tender Documents and delivered by a financial institution authorised, by the Minister in Charge of Finance, to issue bonds as part of Public Contracts. The amount of the said bond is indicated in the table below:

<i>Lot No.</i>	<i>Amount of Bid Bond in CFAF</i>
<i>Single lot</i>	<i>3,000,000</i>

Only the original copy of the provisional guarantee dated less than three (3) months must be provided, or otherwise be subject to rejection.

The provisional guarantee of unsuccessful tenderers shall be automatically released upon publication of the contract award decision. In case the tenderer is awarded the contract, the provisional guarantee shall be released as soon as the final bond shall have been constituted. Bank cheques, even if certified, shall not be accepted in place of the provisional guarantee. The bid bond shall be validated by a receipt of deposit from the CDEC.

10. Consultation of Tender Documents

Hard copies of Tender Documents may be consulted during working hours at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, Tel.: 222 229 234, in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210.

Soft copies can also on the COLEPS platform online via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, on the website of the PCRA (www.armp), or any other electronic means of communication means indicated by the Project Owner.

11. Acquisition of Tender Documents

Hard copies of Tender Documents may be consulted during working hours at the Tenders Unit, Department of Contracts of the Ministry of Public Works, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, Tel.: 2222 229 234, located in Yaounde in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210. upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of one hundred and fifty thousand (150,000) CFAF.

Upon withdrawal of tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (PO Box, Telephone numbers, Fax, Email, etc.).

The aforementioned receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain soft copies of Tender Documents by free download on the COLEPS platform via the addresses indicated above. However, online tendering shall be subject to the payment of Tender Documents purchase fee.

12. Submission of Tenders

Tenderers shall forward the bid through the COLEPS platform no later than ~~10 SEPT 2025~~ at 11 a.m.

Besides, an uncompressed backup copy of the bid, saved in a USB, CD or DVD drive, the original bid bond and the deposit receipt from the CDEC shall be submitted in a sealed envelope against a receipt at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 206, no later than ~~10 SEPT 2025~~ at 11 a.m. The sealed envelope must bear the following:

073 "Open National Call for Tenders
No. AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2025 of 04 AUGUST 2025

In emergency procedure for the construction of a permanent bridge over River Nsake on the Ndogbelle - Bodiman road section, including the development of access roads in the Nkam Division, Littoral Region."

"To be opened only at the tender-evaluation session."

"Backup copy and original bid bond."

13 - File Size and Format

The maximum size of the documents to be uploaded on the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative File (Volume 1);
- 15 MB for the Technical Offer (Volume 2);
- 5 MB for the Financial Offer (Volume 3).

Accepted formats shall include:

- PDF for text documents;
- JPEG for images.

Candidates shall make sure to use a compression software to reduce the size of the files to be uploaded.

14- Bid Admissibility

Tenders received after the submission deadline shall be rejected.

Any bid not complying with the requirements of this Call for Tenders and the Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a bank or an insurance company authorised to issue bonds as part of Public Contracts, which is valid for thirty (30) days, with effect from the expiration of the tender validity.

Tenderers shall submit only the originals or certified true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in accordance with the requirements of the Special Tenders Regulation, otherwise these shall be rejected.

These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not expire before the launching date of the Call for Tenders.

15- Opening of Tenders

Tenders shall be opened on 1^{er} SEPT 2025 at noon in the meeting room of the Internal Tenders Board for Infrastructure Maintenance and Repair Works at the Ministry of Public Works, located in the Regional Delegation of Public Works for the Centre in Yaounde.

Only tenderers may attend the opening session or have themselves represented by one duly mandated person of their choice, even in the event of a consortium.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, or the competent administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. These must date no more than three (3) months, or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders.

In the event of absence or non-compliance of a document in the administrative file during the tender-opening session, after a 48-hours period allowed by the Tenders Board, the bid shall be rejected.

16 Evaluation Criteria

16.1- Eliminatory Criteria

A- Administrative documents

- a) Absence of a bid bond issued by a first-class bank or first-rate financial institution authorised by the Ministry in Charge of Finance to issue bonds as part of public contracts;
- b) Absence (except for the bid bond) or non-compliance of at least one document in the administrative file, after a 48-hour deadline following notification to tenderers.

B- Incomplete technical offer due to non-compliance of one of the following documents:

- a) Absence of a formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and is not on the list of failing companies drawn up by the Ministry of Public Contracts (MINMAP).
- b) Absence of a stamped and signed integrity charter.
- c) Absence of a dated and signed statement of commitment to comply with environmental terms and conditions.
- d) Absence of a financing capacity (available credit line) issued by a first-class bank approved by Cameroon's Minister in Charge of Finance, of at least:

<i>Lot No.</i>	<i>Financing Capacity</i>
<i>Single lot</i>	<i>350,000,000</i>

- e) Absence of a Works Foreman meeting the following specific qualification and experience requirements:

- Basic training: Civil engineer, GCE AL+3 at least or equivalent, and enrolled into the National Order of Civil Engineers (NOCE);
- General experience in the Building and Public Works sector – at least ten (10) years;
- Specific experience: having worked as a Works Foreman on at least two (2) projects concerning the construction, maintenance or rehabilitation of engineering structures or road works with engineering structures or hydraulic structures.

- f) Failure to meet 2/3 essential criteria, which must include the equipment criterion.
- g) Failure to meet the criterion on the ownership of the following minimum required equipment:

- 1 vibrating roller compactor;
- 3 dump trucks;
- 1 pick-up truck;
- 1 motor pump;
- 1 grader;
- 1 backhoe loader;
- 1 generator.

h) Failure to present a cumulative average turnover, over the last five (5) years (2020-2024), for tender submissions of the following amount:

<i>Lot No.</i>	<i>Cumulative Turnover in CFAF</i>
Single lot	500,000,000

- i) Absence of a dated and stamped attestation of site visit, formally signed by the tenderer.
- ii) Absence of reference: the tenderer must provide evidence of their experience in the construction, rehabilitation and/or maintenance of engineering structures over the last ten (10) years (2015-2024) for an amount worth at least 450,000,000 CFAF (including taxes) or an engineering structure with a span of at least 20 LM.

C- Incomplete financial offer due to absence of one of the following documents:

- a) Breakdown of unit prices non-compliant with the model of this Call for Tenders;
- b) Unit Price Schedule non-compliant with the model of these Tender Documents;
- c) Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- d) Absence of a document in the financial offer (bid, UPS, BOQ).

D- General Eliminatory Criteria

- a- False declaration, forged or unauthentic documents and fraud;
- b- Non-compliance with the tender file format;
- c- Use of another company's COLEPS certificate for bidding.

16.2. Essential criteria

The technical offers shall be evaluated as per the following essential criteria:

- Supervisory staff (1 criterion);
- Equipment (1 criterion);
- Proof of agreeing to the terms and conditions of the contract. (1 criterion).

Note: A state employee without justification of their availability shall not be evaluated.

17 Contract Award

The contract shall be awarded to the tenderer with the lowest bid and meeting the required technical and administrative capacities.

Besides, the Project Owner reserves the right not to award the contract under this call for tenders to a bidder, holder of an ongoing contract with MINTP, who has unsatisfactory performance (terminated or abandoned) or poor performance (formal notice whose evaluation was deemed unsatisfactory or failure notified within the six months prior to the award or contract in the process of being terminated).

18 Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of one hundred and twenty

(120) days with effect from the initial tender submission deadline.

19 Further Information

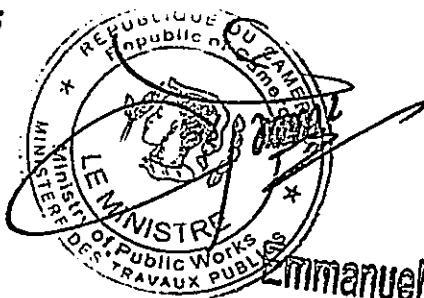
Further information may be obtained during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, room 206, or at the Engineering Structures Division, Tel.: 222 23 12 56, at the Ministry of Public Works or on the COLEPS platform online via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic means of communication indicated by the Project Owner.

20 Fight Against Corruption and Malpractice

If you wish to report acts of malpractice or corruption, please call CONAC on 1517, the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, or to MINTP on 88002042.

Copies:

- The Public Contracts Authority (MINMAP);
- MINTP;
- PCRA;
- CIPM-TCRI;
- Notice Board / Chrono.



Emmanuel NGANOU D.